

ELECTIONS EN PERSPECTIVE

La CENI s'apprête à lancer le recensement électoral

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) dont le travail bute sur des obstacles au point de reporter déjà à plusieurs reprises la date des élections législatives, semble avoir trouvé, cette fois-ci, la bonne formule pour procéder au lancement du recensement électoral sur l'étendue du territoire national. Le matériel logistique a été présenté à la presse le 28 février dernier à Lomé.

Elom ATTISOGBE



Angèle Aguigwah, présidente de la CENI.

Composé de 2.100 kits électoraux et de 1.380 groupes électrogènes au total, le matériel qui servira à recenser les Togolais en âge de voter, pour le compte des prochaines consultations électorales, est visiblement fin prêt.

Tout citoyen togolais, âgé de 18 ans révolus et désireux de se faire recenser,

doit disposer d'un passeport ou d'une carte d'identité nationale ou consulaire, ou encore d'une carte professionnelle. Au cas où l'intéressé n'a à sa disposition, aucun des documents précédemment cités, il doit solliciter le témoignage d'un membre d'une Commission électorale locale indépen-

dante (CELI), ou se fera accompagner de deux témoins déjà recensés. Tels sont les critères retenus par la CENI et communiqués à la presse par Extase Akpotsui, président de la sous-commission des opérations électorales, de la formation et de l'informatique.

Les opérations de recensement se dérouleront essentiellement dans deux grandes zones retenues à cet effet. La première zone quitte la préfecture de Tone à la préfecture de l'Ogou. La deuxième, va de la préfecture de l'Ogou à Lomé-Commune. Le recensement débutera d'abord dans la première zone, et la seconde prendra le relais juste après.

La CENI a simulé une carte d'électeur devant les journalistes. Elle dit avoir pris les dispositions idoines, afin que personne ne se fasse recenser deux fois. Il est annoncé pour cette semaine, une campagne de sensibilisation et d'information à l'endroit des citoyens autorisés par la loi à participer au vote.

DOSSIER INCENDIES

Le CST réitère sa demande d'ouverture d'une enquête internationale

Le Collectif « Sauvons le Togo » a organisé une conférence de presse vendredi dernier à son siège pour se féliciter de la remise en liberté provisoire du président du parti OBUTS, Agbéyomé Kodjo, et l'inculpation de leurs premiers responsables dans l'affaire d'incendies.

Guevanis DOH

Indexé principalement par les autorités dans l'enquête ouverte suite aux incendies des marchés de Lomé et de Kara, le Collectif « Sauvons le Togo » maintient le fil de la contestation et crie à une « machination ». « Bientôt deux mois que le pouvoir en place tente d'imputer la responsabilité de ces incendies au Collectif Sauvons le Togo, malgré les interrogations légitimes de l'opinion nationale et internationale, quant aux circonstances floues et suspectes qui entourent ces drames. Le pouvoir veut procéder à l'arrestation et à l'incarcération illégales des responsables et des membres des entités du CST, pour ainsi décapiter le Collectif. (...) Le juge d'instruction continue, sans état d'âme, d'inculper sans la moindre preuve », font remarquer les responsables du Collectif. « Pour preuve, la gendarmerie est allée kidnapper chez lui à 5 heures du matin, le trésorier du Collectif, Tchakoura Bodé, membre du parti PSR, le samedi 23 février 2013. Et comme si cela ne suffisait pas, malgré les auditions de

Me Zeus Ajavon, Me Jil-Benoît Afangbédji, Me Raphaël Kpandé-Adzaré à la gendarmerie et devant le juge d'instruction, et les perquisitions de leur domicile qui n'ont rien donné, ces trois avocats ont été inculpés (...) Suite à cette inculpation, ils ont été interdits de sortie du territoire sans informer le doyen des juges d'instruction et de parler du fond de l'affaire des incendies », ajoute le CST qui déclare qu'il s'agit, là, « d'une véritable absurdité dans un pays qui se veut de droit ».

Me Afangbédji a affirmé que les trois leaders du CST inculpés, n'ont rien à se reprocher. Fort de ce constat, « le CST se voit conforté dans sa demande d'une enquête internationale indépendante, pour identifier les vrais auteurs de ces incendies. La reprise dans une atmosphère judiciaire plus appropriée de toute la procédure s'impose ».

In fine, le Collectif a salué la position du Parti socialiste français, le Parti de gauche, les Verts, le SPD allemand et l'Association Survie-Togo dans cette affaire d'incendies.

ECHOS DU CONSEIL DES MINISTRES

Le nombre de députés à l'Assemblée nationale passe à 87

Le Conseil des ministres dont la dernière réunion remonte à plus d'un mois, a finalement eu lieu le 1^{er} mars dernier au Palais de la présidence, en présence du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Trois avant-projets de loi, trois projets de décret, et divers sujets ont été à l'ordre du jour.

Jean ABOTSI

Les avant-projets de loi

Au titre des avant-projets de loi, le Conseil a examiné trois textes. Deux d'entre eux ont été examinés et adoptés, sur présentation du ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Gilbert Bawara. « Elles procèdent, selon le ministre Hamadou Yakoubou qui s'est fait le porte-parole du gouvernement, au renforcement des mesures de transparence des élections, conformément aux observations des divers partenaires ». Le gouvernement a jugé opportun de procéder à travers l'avant-projet de loi portant modification de la loi N° 2012-002 du 29 mai 2012 portant Code électoral, à la relecture de certaines dispositions, relativement à la

présence des membres au bureau de vote, au dépouillement des bulletins de vote, à la lecture et l'affichage des résultats, à la signature et à la double transmission des procès-verbaux aux Commissions électorales locales indépendantes (CELI) et à la Commission électorale nationale indépendante (CENI), à la proclamation des résultats provisoires par la CENI, à la transmission des résultats provisoires à la Cour constitutionnelle et au contentieux des candidatures. L'avant-projet de loi organique portant modification de la loi organique N° 2012-013 du 06 juillet 2012 fixant le nombre des députés à l'Assemblée nationale, les conditions d'éligibilité, le régime des incompatibilités et les conditions dans lesquelles il est pourvu au siège



Arthème Ahoomey-Zunu, Premier ministre togolais.

vacant, fixe désormais à 87, le nombre de députés à l'Assemblée nationale. Me Hamadou Yakoubou rapporte que « ceci est le fruit de la combinaison des critères démographiques et spatiaux qui tiennent compte, aussi bien des préoccupations de la classe politique, des observations des missions électorales, que des réalités et contraintes budgétaires du Togo ».

Le troisième avant-projet de loi qui a été présenté en troisième lecture par le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, chargé des relations avec les institutions de la République et qui a été adopté par le

Conseil, permettra, après son passage au Parlement, à en croire le gouvernement, de rendre plus accessible le service public de la justice aux personnes démunies, pour faire valoir leurs droits et prétentions devant les ju-

ridictions.

Les projets de décret

Pour ce qui est des projets de décret, les deux premiers, examinés et adoptés sur présentation du ministre de l'Administration territoriale, concernent la fixation du nombre des circonscriptions électorales et leurs ressorts territoriaux pour le premier, et du nombre des Commissions indépendantes locales et leurs ressorts territoriaux pour le second. Ces deux textes répondent au souci d'amélioration du cadre électoral, selon le gouverne-

ment.

Le troisième projet de décret examiné en première lecture sur présentation de la ministre des Droits de l'Homme, Rita Doris Wilson de Souza, concerne la création du Haut commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale, comme recommandée par la Commission Vérité, Justice et Réconciliation, au terme de son mandat.

Dans les divers, le Conseil des ministres a écouté un compte rendu des travaux, ainsi que des décisions et orientations de la dernière conférence des chefs d'Etat et du gouvernement de la CEDEAO qui s'est tenue les 27 et 28 février 2013 à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire. Un autre compte rendu de la ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, Bernadette Legzim-Balouki, inhérent aux actions du gouvernement à l'endroit des victimes des incendies des marchés de Lomé et de Kara, a été également fait.